



FONDATION

CECIN'EST PAS UNE CRISE

Migrations et préjugés

Avril 2018 - Revue N°12



© Pierre Kroll  
Caricature parue dans Le Soir,  
le 12 janvier 2018

**« La paix, c'est quelque chose qui peut s'apprendre,  
comme le vélo ou le foot... »**

**DAVID VAN REYBROUCK**

lors de la Conférence «Jihad de l'amour»  
le 24 février 2018 à la Foire du livre de Bruxelles

# UN MOT DU PRÉSIDENT



**JEAN-PASCAL LABILLE,**

*Président de Ceci n'est pas une crise, ancien Ministre fédéral et Secrétaire général de Solidaris.*

Chères lectrices, chers lecteurs,

Le numéro que vous avez sous les yeux est consacré à l'immigration.

Sujet difficile s'il en est, qui attise les passions, et qui, ces derniers temps, rappelle, dans la gestion par certains de la question, des temps noirs de l'Europe.

Alors que, à la date anniversaire des attentats, remontent à la surface des craintes qui n'ont, en fait, jamais été enfouies, il nous a paru opportun de vous proposer aussi des contributions qui examinent l'immigration sous un angle positif, celui de l'accueil des migrants.

Vous pourrez ainsi lire dans ce qui suit, une contribution de notre administrateur Benoît Scheuer et une carte blanche de Raissa Alingabo Yowali M'bilo parue dans le Vif au mois de février dernier.

Gardons à l'esprit que ce que nous voulons, c'est en effet que « notre Belgique » soit et reste une terre d'accueil, où règne le goût et le respect de l'autre.

Vous trouverez aussi, dans ce numéro, le troisième volet de l'article sur la radicalisation écrit par Yves Patte, que je remercie encore.

Enfin, et comme toujours, vous pourrez découvrir un retour sur nos récents événements : la conférence que nous avons organisée avec la Foire du Livre de Bruxelles, d'abord, avec David Van Reybrouck et Mohamed El Bachiri, sur le livre « un jihad de l'amour » qu'ils ont coécrit. Et aussi la parution du livre #ELEVETOI, écrit par une dizaine de jeunes qui ont été coachés par Walid. Encore bravo et merci à eux !

Bonne lecture à toutes et tous !

Jean-Pascal Labille,  
Président



# SOMMAIRE

## **Messieurs Michel et Francken, la rue de la Loi est en deuil.**

Par Pierre Mertens, Benoit Scheuer, Bernard Maingain, La Libre,  
9 janvier 2018

p.05

## **«Ma Belgique à moi est une terre d'accueil»**

Par Raissa Alingabo Yowali M'bilu, Le vif, 2 mars 2018

p.07

## **Désappropriation. Radicalisation. Abandon. A quoi se raccrocher ? (2/4)**

Par Yves Patte, 2017

p.10

## **Lancement du livre #ELEVETOI**

**@ Foire du livre de Bruxelles, 24 février 2018**

Résumé et photos

p.15

## **Conférence Mohamed El Bachiri & David Van Reybrouck**

**@ Foire du livre de Bruxelles, 24 février 2018**

Résumé et photos

p.16



# MESSIEURS MICHEL ET FRANCKEN, LA RUE DE LA LOI EST EN DEUIL.

**CARTE BLANCHE DE PIERRE MERTENS, ÉCRIVAIN, BENOIT SCHEUER, SOCIOLOGUE ET BERNARD MAINGAIN, AVOCAT.**

Messieurs Michel et Francken, la rue de la Loi est en deuil.

Le vol venant du Caire a entamé sa descente. Certains se regardent. Leur appréhension est palpable. D'autres, repliés dans leurs idées, regardent au-dehors, l'air est ocre, trouble. Atterrissage à Khartoum. File d'attente pour les passeports. Trois hommes en civil mais ostensiblement armés s'avancent vers « eux », ils vérifient les identités et demandent de les suivre. Ils quittent la grande salle des arrivées par une porte dérobée. Renvoyés au Soudan par un gouvernement, le gouvernement belge. Qui l'eût imaginé ?

La réalité est là, incontournable, terrible : l'Etat belge, en violation du droit international qui interdit de renvoyer une personne vers un pays où il y a des raisons de craindre pour elle un traitement inhumain et dégradant, a expulsé des individus vers le Soudan en connaissance des risques qu'ils y encouraient et qui étaient longuement détaillés dans une note du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides datée du 24 octobre. Théo Francken et son administration ont-ils sciemment ignoré cette note du CGRA ? Ils doivent rendre des comptes. Le droit international est pourtant très clair : que des individus aient demandé ou non l'asile à la Belgique, si le risque de mauvais traitements existe, comme l'a rappelé François De Smet, Directeur de Myria (Centre fédéral Migration), l'Etat a l'obligation de ne pas expulser. Le doute profite à l'Autre, à l'expulsé en puissance.

Monsieur Michel dit attendre les résultats de l'enquête mais, quels que soient ses résultats, Théo Francken a violé l'article 3 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme car c'est le RISQUE de mauvais traitements qui interdit l'expulsion. Que celle-ci soit suivie ou non de tortures effectives, cela ne change rien : Théo Francken a, d'ores et déjà, violé le droit international.

Le risque existait. Il le savait. Il a passé outre.

Et le gouvernement de Monsieur Michel assume cette violation du droit des gens par un secrétaire d'Etat qui joue de façon si perverse avec la Loi et cède à l'irrésistible tentation de renvoyer l'Autre.

Visiblement, le doute sur le risque n'a pas bénéficié aux expulsés soudanais. Les enquêtes promises aux parlementaires n'offrent aucune garantie d'investigation à l'abri de toute pression – à Bruxelles ou à Khartoum - et la référence à l'Europe sert ici de robe prétexte à Charles Michel, pour cacher des dessous bien peu reluisants car le référent éthique ne se fonde pas, jusqu'à nouvel ordre, sur le conformisme politique avec les pratiques non orthodoxes de certains voisins. C'est de nous, de notre Etat belge qu'il est question ici.

Parlons clairement : il s'agit ni plus ni moins de « *non assistance à personnes en danger* ». Théo Francken évoque « des erreurs » : quel euphémisme ! Théo Francken a menti à l'assemblée parlementaire... Quelle perte du sens ! Et le Premier Ministre blanchit le produit électoral de cette dérive, sans écoute pour ceux qui témoignent du franchissement de l'inacceptable. C'est là la ligne rouge que la quête irrépressible de résultats électoraux semble occulter jusqu'au 16 rue de la Loi, cette Loi qui doit être en deuil en ces jours de violence politique sans état d'âme.

Mais, dans leur sommeil, pensent-ils parfois aux personnes qu'ils ont renvoyées à Khartoum ?

Théo Francken, mais aussi tous ceux qui sont auteurs, coauteurs et complices de cette prise de risque en connaissance de cause, devraient rendre des comptes devant la Justice. La torture et les traitements inhumains et/ou dégradants sont les traitements honnis de la Loi séculaire qui protège la personne dont la seule et ultime ressource est l'enveloppe de son corps ...

Puissions-nous nous tromper, leur éviter les mauvais traitements et la torture, et nous limiter uniquement à la question de la Loi, c'est-à-dire les « *risques* » déjà suffisants pour arrêter l'exportation des Autres, leur expulsion, leur déportation au Soudan...



Mais tout avait commencé en octobre, déjà, par la divulgation d'une photo de Théo Francken et d'un membre des services soudanais auquel il avait demandé de l'aide pour trier les personnes du Parc Maximilien afin, selon ses termes, d'« éviter un second Calais ». Rappelons que le président du Soudan, Omar El-Béchar est poursuivi par la Cour Pénale Internationale pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et crimes de génocides à propos du Darfour. Excusez du peu ! L'Etat belge n'a pas été troublé de demander la collaboration des services de sécurité d'un Etat dirigé par cet homme, d'un Etat considéré par des experts de valeur comme présentant des risques majeurs de pratiques de torture et de traitements inhumains et dégradants. Il y avait là déjà matière à plus que de la perplexité...

Mais on a été un pont plus loin. L'on est passé à l'action... Des personnes ont été expulsées en violation des interdits fondateurs. Des mensonges sont proférés au Parlement. L'on commande une enquête et ce faisant, l'on déplace sans état d'âme le curseur de la Loi avec l'aval du 16...

Mais la Loi, telle qu'interprétée par la Cour de Strasbourg, n'avait pas été adoptée par hasard lorsqu'elle évoquait des risques. Elle n'est pas le produit d'une divagation de gauchistes soixante-huitards... Elle est façonnée, depuis des décennies, dans un consensus où des libéraux éclairés ont pris part au travail de rédaction aux côtés de chrétiens démocrates et de socialistes. Elle est cette bâtisse du vivre ensemble universel où les pères de l'Europe, les meilleurs philosophes et des autorités religieuses..., comme aussi le pape François, se retrouvent dans une même vision du bien commun. C'est cette ligne rouge là que le nationalisme exacerbé a toujours franchie allègrement. Nous ne pensions pas que des héritiers de la tradition humaniste préféreraient des accommodements « raisonnables » et des pactes honteux pour engranger des voix tentées par le populisme, ces voix qu'il faudrait plutôt convaincre de la pertinence du respect de l'Autre, même s'il est soudanais, et du respect de la Loi fondamentale, même si elle date de bien longtemps.

Tous les démocrates doivent réagir très fermement : nous refusons cette société qui bouge les lignes du respect de l'Autre, de sa mise en danger sans état d'âme, et tous les entrepreneurs de haine et leurs complices doivent être inlassablement combattus.

La grâce du politique c'est son courage. Rien n'interdit de prendre la mesure politique de cet enjeu historique. Il suffit d'un peu de courage, y compris au 16 de la rue de cette fameuse Loi.

**Pierre Mertens,**  
écrivain, juriste spécialisé en Droit international.

**Benoît Scheuer,**  
sociologue, concepteur et  
réalisateur de la recherche «  
Noir, jaune, blues ».

**Bernard Maingain,** avocat.  
La Libre Belgique,  
9 janvier 2018



# «MA BELGIQUE À MOI EST UNE TERRE D'ACCUEIL»

*Monsieur Destexhe, Je suis une jeune fille de 25 ans et j'étais bien trop jeune quand vous sauviez le monde. Mais aujourd'hui, je pense avoir pleinement conscience du monde qui m'entoure et c'est pour cela que votre carte blanche publiée dans le Vif, le 1er février dernier m'a mise en colère.*

## **CARTE BLANCHE PAR RAISSA ALINGABO YOWALI M'BILO**

Je vais être plus précise et concrète en relevant tous les points qui, l'un après l'autre, loin de me convaincre, m'ont rassurée dans mes positions et ont confirmé mes convictions. L'une de ces positions est que je continuerai à faire ce que j'estime devoir faire en toute légalité et conscience : héberger des migrants chez moi. Et surtout, je continuerai à assister aux manifestations pour un changement de politique migratoire.

Tout d'abord, pour moi, avoir dénoncé des régimes et sauvé des vies ne vous donne pas le droit d'adopter la posture de Sage omniscient tel que vous le faites dans votre carte blanche. Vos actions passées, si honorables fussent-elles, ne vous immunisent pas et ne légitiment pas tous vos propos. De plus, sauver des vies, me semble-t-il, est le rôle de tout médecin. Le faire dans un contexte humanitaire était un choix que vous aviez fait à l'époque, peut-être aussi pour soulager votre conscience, mais ça, je ne me permettrai pas d'en juger comme vous le faites à notre égard.

Vous dénonciez des régimes totalitaires hier ? Il en reste encore beaucoup à désavouer aujourd'hui dont un avec lequel notre Etat collabore : le Soudan.

Vous avez appris que les solutions humanitaristes de la planète n'existaient pas. Je trouve que c'est un propos condescendant qui rend simplistes l'élan d'accueil et les positions prises qui sont favorables à cette alternative à la politique actuelle. Derrière cette phrase, je lis «viens gamin, je vais t'expliquer la vie». Or, vous comparez le contexte géopolitique de l'époque à une situation politique actuelle. Une action dans un contexte international à un mouvement dans un contexte national. De fait, nous ne pouvons apporter une même réponse à des situations si différentes, mais ce n'est pas ce que nous faisons. Nous n'avons jamais eu la prétention d'apporter des solutions humanitaristes à la planète entière, mais nous proposons des solutions ponctuelles à ce que nous considérons être une urgence ici, en Belgique. Il est évident que l'hébergement des migrants, tel qu'il est organisé et rendu possible par une grande partie des citoyens, ne peut être la seule réponse à la problématique si complexe, de la migration actuelle. Il s'agit d'une réponse temporaire à une urgence. L'urgence est celle de la précarité du parc Maximilien, Monsieur. L'urgence, c'est celle de la précarité des personnes qui y sont installées. Une urgence de deux ans et demie, Monsieur. En effet, j'y ai été une première fois en octobre 2015. Nous sommes en février 2018 et ce village éphémère trône toujours à deux pas de l'Office des étrangers. Si ces gens peuvent s'y nourrir, se vêtir et parfois bénéficier de nuits chaudes au sein de foyers, c'est grâce aux citoyens, Monsieur. Aux citoyens pour qui ils ont un visage, un nom et une histoire sans n'être qu'une ombre dans un flux appelé «crise».

## **INSTRUMENTALISATION DE PAUVRES MIGRANTS?**

Vous parlez d'instrumentalisation de pauvres migrants, du non-respect de la loi, du non-respect de la démocratie. Ces accusations sont trop graves pour que vos coupables ne soient pas nommés. Qui sont ces «porte-paroles» dont vous parlez ? Et en quoi sont-ils des hors-la-loi ? En utilisant les outils les plus démocratiques à leur disposition comme la Constitution qui permet de se rassembler, de manifester, d'avoir sa propre opinion et de pouvoir l'exprimer ? Cette Constitution dont nous sommes tous fiers et qui représente la volonté d'un peuple tout en étant garante de ses droits fondamentaux.



Vous parlez de manipulation ? S'ils sont nos porte-paroles c'est qu'ils se font l'écho d'idées que nous partageons. En quoi sommes-nous donc manipulés ? Et puis, sommes-nous donc tous, une foule de naïfs ou de sots pour qu'une poignée de personnes nous mène en bateau ? Les citoyens qui soutiennent le mouvement du parc Maximilien sont encore, me semble-t-il, insidieusement traités de pauvres cons à l'attitude grégaire n'ayant rien compris aux tenants et aux aboutissants d'une crise qui les dépasse. Est-ce bien cela qu'il faut comprendre ? C'est ce que moi je comprends en vous lisant. Vous jouez aussi avec les mots, en nous insultant de façon à peine élégante.

Vous dénoncez le mensonge et l'hypocrisie, mais Monsieur, personne ne ment et aucune intention n'a jamais été cachée : oui, c'est bien un changement de politique qui est réclamé. Le but n'est pas d'ouvrir les frontières de façon irréfléchie, mais de les ouvrir mieux. Si mensonge et hypocrisie, il y a c'est bien celui de clamer haut et fort que le gouvernement actuel défend une politique migratoire humaine et ferme. Elle n'est pas humaine, Monsieur. Quand vous vous plaignez que nous réclamons l'ouverture des frontières davantage qu'elles ne le sont déjà, il me semble que ce que vous regrettez n'est pas l'immigration illégale, mais l'immigration tout court.

Vous enjoignez ces porte-paroles- qui n'ont définitivement pas de nom- de se présenter aux élections ou d'appeler à voter pour les partis de gauche qui les soutiennent. J'aimerais vous dire, Monsieur que ce mouvement que vous fustigez est, ne vous en déplaise, citoyen. Il rassemble des gens aux convictions politiques parfois opposées. Ce qui semble nous rassembler c'est le constat partagé d'une politique que l'on désavoue. Nous sommes de droite, du centre et de gauche et à chaque fois que nous hébergeons, à chaque fois que nous donnons des vivres et des vêtements, nous clamons haut et fort que la politique honteuse de ce gouvernement ne portera pas notre nom. Il peut avoir l'assentiment d'autres citoyens, ce n'est pas remis en cause, c'est la démocratie. Mais il n'a pas le nôtre.

Personne n'est pieds et poings liés face à son vote, l'exécutif est au service du peuple. L'exécutif a une responsabilité envers ce peuple. Le mot ministre» traduit correctement cette idée. C'est pour cela que le Parlement qui représente ce même peuple a un droit de regard sur les actions de cet exécutif. Il est surveillé, il est contrôlé et à tout moment, on peut lui signifier que sa ligne de conduite trahit le peuple même s'il ne s'agit que d'une partie de celui-ci seulement. Cette garantie qu'est la motion de confiance/déficence, est inscrite dans notre droit. Le mouvement d'hébergement doit peut-être être considéré comme les prémisses d'un désaveu. Celui d'un gouvernement qui a des comptes à rendre justement parce qu'il a été élu. Etre élu donne la légitimité d'agir tant qu'on garde la confiance de ses électeurs.

Les électeurs ne doivent pas être consultés seulement à l'heure du vote, car la citoyenneté n'est pas discontinuée. La sonnette d'alarme qui invalide certaines actions, peut et doit être tirée à tout moment. Et c'est tout ce que nous faisons : nous tirons la sonnette d'alarme.

## **CETTE CRISE CHANGE L'EUROPE ET CHANGERA NOTRE SOCIÉTÉ**

Ce qui est mis en place, ne peut être que politique dans le contexte actuel et vu l'ampleur du sujet qui nous intéresse. Cette crise change l'Europe et changera notre société. Elle interroge notre identité, nos valeurs et nous pose la question de l'avenir que nous désirons pour notre pays au sein de notre Europe. Je crois qu'un clivage entre sphère politique et sphère non-politique n'est plus pertinent actuellement, car le présent contexte nous pousse à nous positionner chacun. Une binarité entre gauche et droite comme celle que vous exposez, n'est pas plus pertinente à cet égard. Ce mouvement citoyen est un signal fort, un vote pour une certaine idée de la dignité, de la liberté et c'est une affirmation d'une certaine identité belge dont nous sommes tous fiers. Nous souhaitons être à la hauteur de notre vision de ce pays, Monsieur. Et ça, ce n'est pas un délit. C'est même, contrairement à ce que vous soutenez, très démocratique et très citoyen.

Vous dites que nous contournerons les lois ? Si c'est en hébergeant, j'aimerais savoir sur quelle base légale vous appuyez pour affirmer cela. Héberger n'est pas contourner la loi, l'article 77 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, nous le permet dans son alinéa 2. Aider une personne dite illégale sur le territoire à y séjourner est un délit sauf si on le fait pour des raisons principalement humanitaires. C'est donc parfaitement légal d'héberger des migrants chez soi.

Quant au projet de loi sur les visites domiciliaires, comme son nom l'indique, ce n'est qu'un projet. Ce n'est pas une loi. Nous avons le droit de le contester. Et quand bien même il s'agirait d'une loi, nous aurions le droit de réclamer son abrogation. Car si «*on ne touche aux lois qu'avec des mains tremblantes*», elles ne sont toutefois pas intangibles.

Vous parlez de manipulation, Monsieur, mais c'est vous qui manipulez en brandissant l'avis du Conseil d'Etat tout en omettant l'avis des juges d'instruction et des avocats qui se positionnent contre le projet de loi concernant les visites domiciliaires. Je ne citerai pas les associations qui ont également partagé des observations défavorables. Je ne relèverai pas non plus, la liste des communes ayant voté une motion contre ce projet de loi. Peut-être que ces praticiens et ces assemblées ne méritent pas votre considération et ne sont pas crédibles, car ils seraient un troupeau de gauchistes radicaux, eux aussi.



On tombe dans la théorie complotiste, qui elle, n'est pas crédible du tout, Monsieur. Et vous persévérez dans cette paranoïa dont vous n'avez même pas honte, en parlant d'hégémonie culturelle de la gauche.

Jamais, je ne me permettrais de dire que la gauche a le monopole de l'humanité, car, comme l'a souligné à maintes reprises le secrétaire d'Etat Théo Francken, des erreurs ont été commises sous un gouvernement porté par la gauche en son temps. Mais le but du jeu n'est pas de se complaire dans l'idée d'être le moins pire pour sauver les apparences dans une guéguerre de partis. Le but est de faire mieux, ensemble. Néanmoins, j'aimerais ajouter que la droite n'a pas, quant à elle, le monopole de la Raison et du pragmatisme. Il existe des alternatives à la politique actuelle qui ne versent ni dans le sentimentalisme ni dans la froideur. Des solutions qui relèvent d'une politique de migration ferme et réellement humaine. Et nous attendons Monsieur, de meilleures propositions à cet égard.

### LA GAUCHE MONOPOLISE LES MÉDIAS?

Vous dites que la gauche monopolise les médias. Quand je vois la publicité médiatique inouïe qui est faite à un secrétaire d'Etat NVA qui joue parfaitement le rôle de paratonnerre, j'ai des doutes sur l'affirmation d'un monopole gauchiste des médias. De plus, aussi vrai que l'on accuse de rage, son chien que l'on veut noyer, on décrédibilise les médias qu'on n'aime pas entendre. Cela me rappelle les propos démagogues et victimaires d'un certain Donald Trump accablé par les *fake news*.

Vous parlez d'amalgames entre le passé et le présent, je parle de prudence. Le passé est un repère pour les actions présentes et nous avons moins d'excuses avec tous les exemples que l'Histoire nous offre. Refaire les mêmes erreurs serait impardonnable, car comme le dit l'adage : «*L'erreur est humaine, mais persévérer dans l'erreur est diabolique*». Nous devons être prudents et pour ma part, je ne courrai pas le risque de ne pas l'être suffisamment. Vous êtes le seul à faire des amalgames quand vous nous accusez de ne pas respecter la démocratie britannique en poussant nos hôtes outre-Manche. Monsieur, jamais, je n'ai pris un migrant par la main pour l'emmener en Angleterre, je n'offre qu'un toit. Mais jamais, je ne l'empêcherai d'en rêver et de tout faire pour y arriver, car je n'en ai ni le droit ni la légitimité. Vous l'avez dit vous-même, être citoyen c'est faire partie d'une communauté. S'ils ne veulent pas faire partie de la nôtre, je le respecte. La véritable question est pourquoi ?

Et c'est là que la politique migratoire belge ou européenne peut être remise en cause. Ne faut-il pas les réviser ? L'attitude des Etats européens est celle de se refourguer la patate chaude. C'est la politique migratoire actuelle et son durcissement qui sont et seront les complices de filières criminelles, pas nous. Oui, c'est l'in-

sécurité qui pousse à vivre caché et donc précarisé et c'est bien cette situation de fragilité qui fait et fera le lard des passeurs. Nul besoin de se tourner vers eux quand on peut circuler librement. Cette liberté de circulation est entravée par le règlement de Dublin et le sera davantage par les mesures sévères que notre gouvernement compte prendre. Vous parlez d'appels d'air en craignant que notre solidarité ne vende du rêve à ceux qui croient en une Europe-Eldorado ? Des gens meurent sur les rivages de la Méditerranée, Monsieur, je ne pense pas qu'ils recherchent le Paradis, mais plutôt qu'ils fuient l'Enfer.

Vous parlez de chantage. Mais de quel chantage parlez-vous et en avez-vous seulement le droit quand le chef de la NVA, avec lequel votre parti gouverne, entre autres, menace de faire tomber un gouvernement quand on remet en question un membre de son camp ! Dans quel camp le chantage est-il réellement, Monsieur ?

Vous parlez de peuples qui se réveillent ? Mais de quels peuples parlez-vous au juste ? Ne sommes-nous pas un de ces peuples en éveil, nous ? De quel réveil parlez-vous Monsieur, quand vous fustigez la vigilance de certains de vos concitoyens mobilisés contre une politique qu'ils ne soutiennent pas ? Qui sont ces intellectuels qui osent ? Serait-ce ceux qui ne s'opposent pas à vous ?

Tant d'affirmations sans fondement et sans appuis, tant d'accusations aux coupables sans noms, Monsieur ! Finalement, votre seul argument dans votre réquisitoire alarmant n'aura été qu'un argument d'autorité douteux. J'hébergerai et je marcherai parce que ma Belgique à moi est une terre d'accueil, une terre de droit et une terre de Liberté. J'hébergerai et je marcherai parce que les lois de ce pays me le permettent. Ceux qui ne respectent pas la loi, sont ceux qui, comme vous, tentent de me retirer ce droit ou ceux qui m'accusent d'en jouir. C'est ça qui est anti-citoyen et anti-démocratique, Monsieur.

**Raissa Alingabo Yowali M'bilu**

Le Vif,  
2 mars 2018



# DÉSAPPROPRIATION. RADICALISATION. ABANDON. A QUOI SE RACCROCHER ?

« Quand l'intérêt général s'en va, arrive le trader suivi du gourou. Quand l'Etat s'effondre, restent deux gagnants : les sectes et les mafias. Les banquiers d'affaires d'un côté et les hallucinés de l'autre. Quand l'idée de service est ridiculisée, ne reste plus qu'à se servir soi-même. Le cynisme engendre à la fois le fanatisme et la tricherie. » Régis Debray (2015 :17)

« Que cherchent tous ces jeunes à la dérive qui se suicident à l'aide d'un islam extrême ou à coups de canettes de bière suralcoolisées et de spliffs dix fois trop chargés ? » Abd al Malik (2004 :128-129)

## DEUXIÈME EXTRAIT D'UNE SÉRIE DE 4 RÉFLEXIONS PAR YVES PATTE

### D'UN ISLAM ÉMANCIPATEUR À UN ISLAM DE SURVIE

L'article dressait un historique des éclatements de violence, ces 30 dernières années, dans certains quartiers aujourd'hui pointés du doigt comme terreau du terrorisme. Lentement, un sentiment d'abandon, d'impuisseance, de non-existence, s'est institué. Et progressivement, un Islam, d'abord émancipateur, puis de survie a émergé.

Il est évident que l'islam est une religion implantée en banlieue française et dans les quartiers défavorisés de Belgique, puisqu'y vit une large population issue des vagues d'immigration depuis les pays arabo-musulmans.

Dès le début des années 2000, Al-Qaïda a pu bénéficier de soutiens à Bruxelles, et en particulier dans les quartiers dont nous avons parlé dans l'article précédent. On se rappelle que les assassins de Massoud vivaient dans la capitale belge. En 2001, Nizar Trabelsi, suspecté d'appartenir à Al-Qaïda était arrêté à Uccle : il projetait un attentat contre l'ambassade des Etats-Unis en France, ainsi qu'un attentat-suicide au camion piégé sur une base aérienne belge. On se rappelle également que la première femme d'origine européenne à avoir perpétré un attentat-suicide en Irak, le 9 novembre 2005, était belge et vivait à Saint-Josse-ten-Noode, une commune de Bruxelles, qui est aussi la commune la plus pauvre de Belgique. A la même époque, Jean-François Abdullah Bastin, un habitant d'Anderlecht, converti, fonde le « *Parti Jeunes Musulmans* ». Il présentera une liste aux élections régionales bruxelloises de 2004 et aux élections communales de 2006, à Anderlecht et à Molenbeek. Il qualifiera aussi Ben Laden de « *Robin des bois moderne* » et fera l'apologie du 11 septembre...

Mais cela restait confiné à une minorité d'extrémistes – dont on a certainement sous-estimé le pouvoir d'expansion. Au-delà des filières terroristes, ce qui m'intéresse, c'est de savoir comment les populations de ces quartiers, de manière plus globale, se sont réappropriées la religion, au point d'en faire un élément central de leur identité. Et pour certains, l'élément unique de leur identité. Qu'est-ce qui fait que certains jeunes se sont radicalisés ? Ce qui m'intéresse, c'est de comprendre l'adhésion des jeunes au salafisme.

Pour cela, je crois qu'il est intéressant de faire un petit détour par les Etats-Unis. Le tournant salafiste s'est fait là-bas un peu plus tôt qu'en Europe, et a convaincu beaucoup de convertis. De plus, l'islam des quartiers ghettoisés s'inscrit dans le mouvement hip-hop qui – je l'ai montré dans des travaux par ailleurs – constitue une partie de la « *bande-son* » des mouvements émergents actuellement.

## NATION DE L'ISLAM ET BLACK PRIDE

Historiquement, c'est par la Nation de l'Islam que l'identité islamique s'est implantée dans la population afro-américaine des quartiers les plus défavorisés. Cette forme d'islam, très hétérodoxe, fort éloignée de l'islam du monde arabe, prônait une suprématie de la race noire et constituait un vecteur d'émancipation des populations afro-américaines (Brodard, 2014 :3). Dans ce cadre-là, la référence à l'islam servait l'affirmation d'une posture positive et fière, de la part des populations noires, face à l'opresseur blanc. Malcolm X est certainement la figure marquante de ce processus d'émancipation, bien qu'il quitta l'organisation en 1964.



Les Black Muslims ont utilisé l'islam comme un moyen d'auto-développement, d'aide communautaire et personnelle, et donc comme un mouvement social pour le changement, comme l'affirme l'un des acteurs associatifs de la mosquée Dawah, de Chicago, interviewé par Brodard (2014 :6). Ce mouvement relève d'un processus d'empowerment, au sens où je l'ai défini.

Autrement dit, les Blacks Muslims ont pu puiser dans cet islam hétérodoxe, une base solide pour lutter contre les fléaux sociaux auxquels ils faisaient face : discrimination, chômage, pauvreté, éclatement des cellules familiales, criminalité, drogue, etc.

Et la figure très charismatique de Malcolm X a contribué au nombre important des conversions à l'islam parmi les populations afro-américaines.

### FIVE PERCENTERS ET HIP-HOP

En 1964, un étudiant de Malcolm X prend ses distances avec la Nation de l'Islam et fonde une organisation appelée « *Five-Percent Nation* ». Il s'agit de Clarence 13X Smith » a.k.a « *Allah the Father* ». Les Five-Percenters, comme se font appeler les adeptes de cette théologie, croient que le monde se compose de 10% d'individus qui connaissent la vérité sur Dieu et sur le monde, et que ceux-ci laissent volontairement 85% de la population mondiale dans l'ignorance. Les 5% restants – les Five Percenters – connaissent la vérité et cherchent à éclairer cette population manipulée. Le peuple noir est perçu comme celui des premiers hommes sur Terre et des héritiers de la nature divine. C'est cela qui leur permet de s'attribuer le titre d'Allah. On est loin de l'islam orthodoxe !

Cette forme d'islam a rencontré un fort succès parmi les afro-américains, dans les quartiers défavorisés, en utilisant la culture hip-hop comme vecteur principal de ses idées (Brodard, 2014 :14). Les Five Percenters ont constitué un pont entre la longue tradition des Black Muslims dans les quartiers ghettoisés et l'émergence du mouvement hip-hop et de la culture urbaine.

Encore aujourd'hui, beaucoup d'auditeurs de rap n'ont probablement pas conscience à quel point cette théologie est présente dans les textes des groupes américains qu'ils écoutent : Rakim, Big Daddy Kane, Nas, RZA, Wu-Tang Clan, Busta Rhymes, Erykah Badu, etc., se réfèrent, à des degrés divers, à cette croyance. Dès le début du hip-hop, Kool Herc, qui a lui-même étudié les enseignements de la Five-Percent Nation, remarquait une forte présence de ses adeptes lors des « *block parties* », ces fêtes improvisées dans les quartiers, où les premiers Dj's mixaient de la musique pour que d'autres dansent dessus, et qui constituent les premiers pas du mouvement hip-hop.

Afrika Bambaataa, autre figure des débuts du hip-hop, et fondateur de la Zulu Nation, avait lui aussi suivi les enseignements des Five-Percenters, dont il se serait inspiré pour développer la philosophie propre à son organisation.

Cette présence de l'islam dans la culture urbaine contribuera, comme la figure charismatique de Malcolm X, à susciter un nombre important de conversions à l'islam. D'autant plus que les Five-Percenters rejettent des titres comme ceux de « *prêtre* » ou « *imam* » : chacun parle en son propre nom, de sa propre autorité. « *ISLAM* » devient, dans cette théologie, l'acronyme de « *I Self Lord And Master* » (Je suis moi-même Seigneur et Maître). La religion n'est plus seulement un vecteur d'émancipation face à l'opresseur blanc ; l'individu s'émancipe de l'autorité religieuse elle-même, et de sa soumission à Dieu.

### SALAFISME ET « ISLAM VÉRITABLE »

L'émergence du salafisme dans ces mêmes quartiers qui avaient vu se développer la Nation de l'Islam et puis les Five-Percenters, est la réponse à cette hétérodoxie extrême. Le salafisme se présente comme l'« *islam véritable* », et rencontre un succès grandissant dans les quartiers américains, surtout auprès des populations les plus touchées par la précarité et les moins cultivées, en général et au niveau de l'enseignement religieux en particulier. Les villes de Philadelphie, Newark (New Jersey) et Brooklyn sont particulièrement touchées (Brodard, 2014 :11).

Par la toute puissance de l'individu, élevé au rang de Dieu, et sans organisation, la Five-Percent Nation laisse finalement l'individu bien seul, sans rien à quoi se raccrocher. Durkheim aurait parlé de religion présentant un taux très bas d'intégration, bien plus bas que la religion protestante, dans sa typologie des formes de suicide. Le salafisme constitue très clairement une bouée à laquelle se raccrocher : un ensemble de règles très strictes (apparence physique, tenue vestimentaire, rapports hommes-femmes, etc.) qui régissent la vie quotidienne des croyants et le sentiment d'appartenance à un « *groupe sauvé* », celui de l'Islam véritable, au-dessus de la masse des musulmans égarés (Brodard, 2014). Comment mieux l'exprimer que l'a fait Abd al Malik (2004 :125) : « *Afin de ne pas me noyer définitivement, je faisais de ma pratique excessive [de la Religion] une bouée de sauvetage* ».

Le salafisme s'inscrit dans une idéologie de la rupture. Tout d'abord avec l'Occident, sur un modèle de retournement du stigmate : « *Les rejetés rejettent ceux qui les rejettent* », dit Morin (2015), à propos de ces jeunes djihadistes qui ne se sentent pas Français. Mais rupture également avec les autres mouvements islamiques, réduits au rang de sectes déviantes.



Et rupture avec le mouvement afro-américain qui, avec la Nation de l'islam et les Five Percenters, plaçait l'homme noir au centre de son combat émancipateur. Cette rupture relève de la doctrine salafiste de l'alliance et du désaveu, qui exige des musulmans une soumission absolue à l'islam (Kepel, 2015 :171).

Les mosquées salafistes, qui se multiplient dans ces villes paupérisées, racolent pourtant de nombreux anciens membres de la Nation de l'Islam. Le succès du salafisme s'inscrit sur le même sentiment de rejet et de stigmatisation, avec, en plus, la possibilité de s'en remettre complètement à ses règles strictes, à ses prêches, à sa vision du monde. D'après les mots de l'islamologue Rachid Benzine, la salafisation est « le modèle le plus simple à suivre, le kit des solutions qui offre réponse à tout dans des temps troublés » (Kepel, 2015 : 133).

Le développement de l'islam dans les quartiers ghettoisés, des années 60 aux années 2010, c'est donc l'évolution d'un mouvement qui mettait l'islam au service de l'émancipation de la population afro-américaine, vers l'allégeance de ces populations à un islam qui se présente comme « véritable », auquel l'individu est amené à déléguer pratiquement l'entièreté de son quotidien. D'un processus d'empowerment à une situation d'abandon...

## IDENTITÉ ET RADICALITÉ

« En général quelque puisse être le résultat des questions de religion, on ne peut jamais connaître si l'amour-propre n'a pas été le principal poids déterminant » (Pierre Bayle, « Réponses aux questions d'un provincial », 1704 à 1707)

## CRISE IDENTITAIRE ET RIPOSTE RELIGIEUSE

La société industrielle, que nous avons connue tout au long du 20ème siècle, forgeait nos identités. Notre identité en tant que membre d'une société spécifique, et notre identité relative à la place, au rôle, que chacun occupait dans cette société. Dans un sens, nous avons « délégué » à d'autres le fait de dire qui nous étions. La « crise de la délégation » est par conséquent également une crise de l'identité.

« Aujourd'hui, un gamin des quartiers nord [de Marseille], qu'il s'appelle Mohamed, Mamadou ou Ismaël, sa seule certitude identitaire est religieuse. Il sait qu'il est musulman, ce n'est pas négociable », dit Muraud Goual, candidat aux élections législatives françaises en 2012, relayé par Kepel (2015 :98). Autrement dit, « Musulman » devient le trait identitaire principal de ces jeunes. Cela signifie que la seule manière pour eux d'exister, c'est en tant que musulman. Et la seule manière d'être musulman, à leurs yeux, c'est de rejoindre l' « islam véritable ». La plupart des jeunes de cette génération sont nés juste après l'échec de la Marche des Beurs (1983) et ont grandi dans ces confrontations aux forces de l'ordre qui ont jalonné les 20 dernières années de leurs quartiers (voir article précédent de la série). Là où il n'y a plus rien d'autres – à leurs yeux – l'islam leur permet de réaffirmer une identité fière, une appartenance, et de se retrouver une quête d'absolu.

Le rapport « *The Foreign Fighters Phenomenon in the EU – Profiles, Threats & Policies* », publié en avril 2016, par l' « *International Centre for Counter-Terrorism* » de la Haye, dresse le profil des Européens partis combattre en Syrie et en Irak. Ils ont en moyenne 25 ans. Les jeunes djihadistes belges sont décrits comme des jeunes en colère, « ressentant l'exclusion et l'absence d'appartenance, comme s'ils n'avaient pas de place dans la société », et ceux originaires des Pays-Bas, comme « frustrés par rapport à leur position sociale », ne se percevant pas d'avenir.

Kepel écrivait déjà, en 1991 : « La réislamisation 'par le bas' est d'emblée et surtout une façon de reconstruire une identité dans un monde qui a perdu son sens et est devenu amorphe et aliénant ». Et Huntington, qui se réfère d'ailleurs à cet extrait de Kepel, dans son célèbre « *Choc des civilisations* » (1997), donne un exemple très fort de cette ré-islamisation, avec l'effondrement de la Yougoslavie. « Lorsque l'identité yougoslave s'est effondrée, écrit-il, ces identités religieuses, limitées et



banales, ont pris une nouvelle signification et se sont durcies dès que les combats ont commencé » (Huntington, 1997 :403). Cela ne se limite d'ailleurs pas à l'islam, puisqu'il montre que les Serbes de Bosnie sont devenus des nationalistes serbes extrémistes, s'identifiant à l'idée de Grande Serbie et à l'Eglise orthodoxe, et que les Croates de Bosnie sont devenus des nationalistes croates, se sont identifiés aux Croates de Croatie, et ont accentué leur catholicisme. Mais ce rattachement à une civilisation a été plus fort encore, selon Huntington (1997 :404), chez les musulmans. Alors que les musulmans de Bosnie avaient un comportement hautement laïc, tout cela a changé avec l'éclatement de la Yougoslavie : « *L'islam a pris une plus grande importance au sein de la communauté nationale musulmane et une identité nationale musulmane forte est devenue une donnée politique et religieuse* ».

Je suis convaincu que ce qui s'est joué dans les quartiers en voie de ghettoïsation est relativement similaire à ce qu'il s'est passé avec l'éclatement de la Yougoslavie, si ce n'est que nos Etats ne se sont pas effondrés si vite. Cela a mis plusieurs décennies, jalonnées, dans ces quartiers, d'émeutes et d'appel aux réactions de l'Etat, comme je l'ai montré dans l'article précédent. Et ici aussi, les identités religieuses se sont durcies, dans un contexte d'effondrement du pouvoir.

Huntington écrit avant le 11 septembre, avant les printemps arabes, et avant l'émergence de l'Etat islamique, et à bien des égards, on peut dire qu'il n'a pas vu ces événements venir. Néanmoins, il est indéniable qu'il a vu juste sur l'importance de l'identité dans la résurgence de l'islam. Il avait raison d'écrire : « *Pour qui se demande qui il est et d'où il vient, la religion apporte une réponse consolatrice* », ou encore « *les groupes religieux rencontrent les besoins sociaux laissés sans réponses par les bureaucraties étatiques* » (Huntington, 1997 :135, 136). Surtout, il a vu que lorsqu'un Etat perdait de sa légitimité identitaire, les peuples se raccrochaient à leur identité religieuse, nationale, régionale ou ethnique.

Gérard Mauger, dans sa sociologie des quartiers populaires, avait également pointé cette « *surenchère dans la 'pureté' religieuse* » de la part d'une fraction des jeunes musulmans de cités. L'offre religieuse musulmane, dit-il, favorise une « *revalorisation symbolique* », sur le mode du Black is beautiful : elle valorise une propriété – « *arabe* » – ordinairement stigmatisée par le racisme ordinaire, et en fait une propriété valorisante. (Mauger, 2006 :194).

Je fais l'hypothèse que, pour beaucoup de ces jeunes radicalisés, l'attrait pour le djihad, que ce soit par un réel départ vers la Syrie, ou uniquement en postant des vidéos, en adoptant une posture ou le langage du djihad, relève de ces pratiques de rue qui permettent, comme l'ont montré Olivier & Boisvert (2000 : 43) de

mettre en scène leur propre crise existentielle, symbolique et sociale. Ces jeunes ont décroché. Parfois, mais pas toujours, de l'école. Souvent des institutions, de l'appartenance nationale, de la culture occidentale. Et ce décrochage évoque l'échec, l'incapacité, l'abandon (Olivier & Boisvert, 2000).

Et les recruteurs étaient là pour leur tendre une bouée à laquelle se raccrocher, pour leur apporter « *une réponse totale qui comprend à la fois des valeurs très strictes et des règles de comportement pour tous les moments de la vie quotidienne* » (Boutih, 2015 :31). Comment expliquer que ces jeunes qui semblent avoir refusé l'autorité toute leur vie (école, parents, police, etc.) en viennent à se soumettre à une telle autorité, prétendant régenter tous les aspects de leur vie ? Ma réponse est, d'une part, que l'autorité scolaire fait partie d'une société qui semble en train de s'effondrer, et d'autre part, que cette voie se présente comme la seule manière d'exister. Daech leur promet un salaire, une maison, une femme, une fonction. Toutes des choses que nos sociétés n'osent plus promettre à ces jeunes. Et puis, de la fierté aussi. De la fierté identitaire. En 2009, Antoine Sfeir et Christian Chesnot – pour rappel, ce dernier a vécu 124 jours détenu en otage, avec Georges Malbrunot, par l'Armée islamique d'Irak – écrivaient déjà : « *s'afficher comme radical, c'est réagir, exister, s'imposer à celui qui vous nie. Le djihad, dans ce cadre, est un concept porteur* » (Sfeir & Chesnot, 2009 : 118).

En interrogeant des jeunes djihadistes irakiens, Lydia Wilson (2015) remarque que Daech a fourni à ces jeunes « *humiliés* » par l'invasion américaine et enrâgés contre le gouvernement chiite qui oppressait les Sunnites, « *une manière de défendre leur dignité, leur famille et leur tribu* ». Daech était la « *promesse de vivre fièrement comme des Arabes sunnites irakiens* ». En Europe, le message de Daech est entendu par ces jeunes comme la promesse de vivre fièrement comme Arabe, comme Musulman, ou de vivre simplement avec un avenir, un sens à sa vie. Rejoindre ce djihad pour exister. Mourir en martyr pour vivre une vie meilleure dans l'au-delà. D'autant plus que Daech fait croire à ces ex-petits délinquants qu'ils peuvent racheter leur conduite passée en devenant djihadistes.

Mais la crise existentielle, qui est, à mon sens, une dimension de la crise de la délégation, est bien plus large qu'une crise d'identité des jeunes d'origine musulmane, ou des quartiers populaires. Comme le dit Kepel (2015 :176), le salafisme parvient à hameçonner des « *jeunes un peu perdus en quête d'absolu* ».

Et des jeunes un peu perdus, en perte de repères, on en trouve partout, et potentiellement dans toutes les catégories sociales et origines ethniques confondues (Khosrokhavar, 2014). Roy (2015 :15) fait d'ailleurs un parallèle entre les jeunes djihadistes et les jeunes tueurs de masse américains qui attaquent leur propre école, comme à Columbine, en 1999.

Les églises peuvent d'ailleurs jouer un rôle identique de « lieux auxquels se rattacher quand on est dans la logique de la rue », pour des jeunes d'Afrique subsaharienne, à Bruxelles, comme le souligne Mazzochetti (2011) : « elles semblent (...) offrir à ces jeunes ce dont ils manquent le plus cruellement : une affiliation, une place, un sens. Elles permettent de s'affirmer fièrement ».

Alors, bien sûr, les églises catholiques n'ont rien produit – aujourd'hui – de similaire au djihad. Mais la référence est importante pour inscrire le rattachement de certains jeunes au salafisme dans le cadre plus large d'une crise de nos sociétés. Je pense que cette crise est générale, même si elle s'est davantage marquée dans les milieux les plus fragilisés, ceux dont nous avons parlé, c'est-à-dire les quartiers en voie de ghettoïsation. Et la « bouée de sauvetage », permettant de retrouver un sens, une identité, une quête, quitte à s'y abandonner complètement, a été, pour les populations d'origine arabo-musulmane de ces quartiers, la voie de l'islam radical.

L'article prochain plongera davantage dans l'aspect « radical » de cet islam...

**Yves Patte**  
2017

## REFERENCES

- Boutih, M. 2015. *Génération radicale*, Rapport auprès du Ministre de l'Intérieur
- Brodard, B. 2014. « De la 'Nation de l'Islam' au wahhabisme : identité culturelle et religiosité chez les musulmans afro-américains », Cahiers de l'Institut Religioscope, n°11, mars.
- Huntington, S.P. 1997. *Le choc des civilisations*, Paris : Odile Jacob.
- International Centre for Counter-Terrorism, 2016. « *The Foreign Fighters Phenomenon in the EU – Profiles, Threats & Policies* », ICCT Research Paper, Prepared for the Netherlands National Coordinator for Security and Counterterrorism, DOI: 10.19165/2016.1.02.
- Kepel, G. 1991. *La revanche de Dieu. Chrétiens, juifs et musulmans à la reconquête du monde*, Paris : Seuil.
- Kepel, G. 2015. *Terreur dans l'hexagone. Genèse du djihad français*, Paris : Gallimard.
- Khosrokhavar, F. 2014. *Radicalisation*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme.
- Malik, A. 2004. *Qu'Allah bénisse la France !* Paris : Albin Michel.
- Mauger, G. 2006. *Les bandes, le milieu et la bohème populaire, Étude de sociologie de la déviance des jeunes des classes populaires (1975-2005)*, Paris : Belin.
- Mazzochetti, J. 2011. « *Dénis de reconnaissance, luttés et affirmation de soi. Enquête auprès de jeunes d'origine subsaharienne à Bruxelles* », Uzance, n°1 :90-106.
- Olivier, L., & Boisvert, Y. 2000. *A chacun sa quête. Essais sur les nouveaux visages de la transcendance*, Sainte Foy : Presses universitaires du Québec.
- Roy, O. 2015. « *Un islam sans racines ni culture* », in Fottorino, E. (dir.) *Qui est Daech ? Comprendre le nouveau terrorisme*, Paris : Le 1, pp. 14-16.
- Sfeir, A., & Chesnot, C. 2009. *Orient, Occident, le choc ? Les impasses meurtrières*, Paris : Calmann-Lévy.
- Wilson, L. 2015. « *What I discovered from interviewing imprisoned ISIS fighters* », The Nation, 21/10/2015.



# JIHAD DE L'AMOUR

## CONFÉRENCE DU 24 FÉVRIER 2018 À LA FOIRE DU LIVRE DE BRUXELLES

Mohamed El Bachiri. Belgo-marocain. Musulman francophone habitant Molenbeek.

David Van Reybrouck. Belge flamand. Placé au 3ème rang des intellectuels les plus influents en Flandre.

Dans le *"Jihad de l'Amour"* écrit avec David suite au décès de la maman de ses enfants dans les attentats de Bruxelles, Mohamed a tenté de transformer son chagrin en un appel à la paix et à l'amour de celui qui nous est différent.

Un livre paru d'abord en néerlandais, ensuite en anglais et en allemand, et, depuis septembre dernier, en français.

Le samedi 24 février 2018, la Fondation a eu l'honneur de recevoir ces deux grands hommes, qui étaient interrogés par Kerenn Elkaïm, en partenariat avec la Foire du Livre de Bruxelles.

Quelques extraits de cette heure de vraie émotion, de messages intelligents et de partage avec le public.

*"Il faudrait faire de la diversité la normalité dès la petite enfance, en mettant en avant l'importance de la citoyenneté et en reconnaissant nos différences. L'assimilation n'a pas de sens. L'inverse, le retranchement dans sa communauté, non plus. Une communauté, c'est une porte, pas un rempart."*

*"On aurait pu appeler ce livre "une croisade de l'amour". Une croisade les bras ouverts pour embrasser l'autre."*

*"Je voulais un livre qu'un jeune de Molenbeek de 18 ans pourrait lire. Ce livre, c'est le corps qui parle."*

*"On a besoin d'espoir pour continuer à vivre. Et pour ça, on doit adopter une attitude humaniste. Et c'est comme ça qu'on doit éduquer nos enfants."*

*"Les recherches scientifiques montrent que créer des moments de silence et de pensée sont indispensables pour la paix intérieure."*

*"Mon devoir, c'est de dire à mes enfants que la vie, ce n'est pas noir ou blanc. Et que la diversité et la possibilité de voir autre chose que ce que l'on voit chez soi, c'est une chance."*

*"Ce que ce livre permet, c'est aussi de faire parler cette majorité silencieuse de musulmans pacifistes."*

Et

*"La paix, c'est quelque chose qui peut s'apprendre, comme le vélo ou le foot..."*

A méditer...





## #ELEVETOI »

### “UN LIVRE PAR ET POUR LES JEUNES”

C'est de cette volonté qu'est né cet ouvrage collectif de la Fondation Ceci n'est pas une crise, édité par la maison d'édition Lamiroy.

Sous le parrainage et coaching actif de l'animateur Walid, 10 jeunes ont participé à l'écriture de ce livre qui rassemble leurs contributions et avis sur l'école et le monde qui les entoure. Comment arriver à un système éducatif qui fait d'eux des citoyens actifs et prêts pour le monde du travail ? Quels sont leurs rêves et aspirations ? Quelles sont les clés pour un monde de demain où ils sauront trouver leur place ? Autant de questions auxquelles ils ont tenté de répondre et dont ce recueil se fait l'écho.

La présentation officielle du livre et une séance de dédicaces avaient lieu ce samedi 24 février à la Foire du livre de Bruxelles.

Les prochains événements  
de la Fondation  
seront annoncés sur notre site  
[www.cecinestpasune crise.org](http://www.cecinestpasune crise.org)



# RÉSEAU

Retrouvez toutes les actualités de la Fondation sur :

## NOTRE SITE WEB

<http://www.cecinestpasunecrise.org/>

## NOTRE PAGE FACEBOOK

[www.facebook.com/cecinestpasunecrise](http://www.facebook.com/cecinestpasunecrise)

## NOTRE PROFIL TWITTER

<https://twitter.com/PasUneCrise>

## CECI N'EST PAS UNE CRISE

FONDATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

Rue Royale 151  
1000 Bruxelles, Belgium

E : [info@cnepuc.org](mailto:info@cnepuc.org)

W : [www.cecinestpasunecrise.org](http://www.cecinestpasunecrise.org)

F : [www.facebook.com/cecinestpasunecrise](http://www.facebook.com/cecinestpasunecrise)

Editeurs :

Jean-Pascal Labille, Président

Marielle Papy, Administratrice déléguée



FONDATION  
**CECI N'EST PAS UNE CRISE**